

F. 97 — 2636

[C — 97/29401]

**29 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation et au fonctionnement des groupes de travail prévus par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; notamment les articles 16, § 2; 25, § 2; 35, § 2, et 62, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 septembre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 septembre 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 octobre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Education dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° les groupes de travail : les groupes de travail créés aux articles 16, § 2; 25, § 2; 35, § 2 et 62, § 1<sup>er</sup> du décret;

3° les commissions centrales : les commissions centrales de pilotage créées à l'article 61, § 1<sup>er</sup> du décret, à savoir la commission centrale de pilotage pour l'enseignement fondamental et la commission centrale de pilotage pour l'enseignement secondaire;

4° la commission commune : la commission commune de pilotage créée à l'article 61, § 2 du décret;

5° les commissions de pilotage : les commissions centrales et la commission commune;

6° le Ministre de l'Education : le Ministre ayant dans ses attributions les matières visées à l'article 1<sup>er</sup> du décret.

**Art. 2.** Huit groupes de travail sont mis en place en application de l'article 16, § 2 du décret :

1° le groupe français;

2° le groupe formation mathématique;

3° le groupe éveil - initiation scientifique;

4° le groupe éveil - formation historique et géographique comprenant la formation à la vie sociale et économique;

5° le groupe langues modernes;

6° le groupe éducation physique;

7° le groupe éducation artistique;

8° le groupe éducation par la technologie.

Les groupes « français », « formation mathématique », « éveil - initiation scientifique », « éveil - formation historique et géographique comprenant la formation à la vie sociale et économique » se scindent en groupes de niveau, conformément à l'article 62, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du décret. Le délégué de l'Administration générale siège à la fois au sein du groupe et des groupes de niveau.

**Art. 3.** Dix groupes de travail sont mis en place en application de l'article 25, § 2 du décret :

1° le groupe français;

2° le groupe mathématique;

3° le groupe sciences;

4° le groupe histoire;

5° le groupe géographie;

6° le groupe langues modernes;

7° le groupe latin - grec;

8° le groupe sciences économiques et sciences sociales;

9° le groupe technologie;

10° le groupe éducation artistique.

**Art. 4.** Cinq groupes de travail sont mis en place en application de l'article 35, § 2 du décret :

1° le groupe français;

2° le groupe mathématique;

3° le groupe sciences;

4° le groupe histoire - géographie - sciences humaines;

5° le groupe langues modernes.

**Art. 5.** Un groupe de travail est mis en place en application des articles 25, § 2 et 35, § 2 du décret : le groupe éducation physique.

**Art. 6.** Le membre d'un groupe de travail, qui remplace un membre amené à cesser ses fonctions, termine le mandat de son prédécesseur.

**Art. 7.** Lorsqu'ils assistent aux réunions des groupes de travail, les membres sont considérés comme en activité de service, pour autant que cette notion leur soit applicable.

Les membres des groupes de travail et les experts bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 8.** Chaque groupe de travail désigne son président et son vice-président.

Le membre d'un groupe de travail, qui remplace le président ou le vice-président amené à cesser ses fonctions, termine le mandat de son prédécesseur.

**Art. 9.** Le secrétariat des groupes de travail est assuré par des membres du personnel de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou par les chargés de mission visés à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions de pilotage créées par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 10.** Les convocations sont adressées aux membres cinq jours ouvrables avant la date de la séance. Elles mentionnent l'ordre du jour.

Les groupes de travail délibèrent valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Copie des convocations est adressée au Ministre de l'Education.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Education peut déléguer un membre de son Cabinet à toute réunion, avec voix consultative.

**Art. 12.** Les procès-verbaux des réunions sont adressés au Ministre de l'Education, aux membres des groupes de travail concernés, aux membres du bureau de la Commission commune.

**Art. 13.** Les groupes de travail peuvent établir un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Ministre de l'Education.

**Art. 14.** Les groupes de travail transmettent leurs propositions à la Commission de pilotage concernée qui les communique, selon le cas, au Conseil général de l'enseignement fondamental ou au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire.

**Art. 15.** Les réunions des groupes de travail se tiennent dans les locaux de l'Administration ou dans tout autre local pour autant qu'il abrite des services de la Communauté française.

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 17.** Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 octobre 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 97 — 2636

[C - 97/29401]

**29 OKTOBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de werkgroepen bepaald bij het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren., inz. op de artikelen 16, § 2; 25, § 2; 35, § 2, en 62, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 september 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 september 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 september 1997 betreffende de vraag om advies dat de Raad van State binnen een termijn van een maand dient uit te brengen;

Gelet op het op 15 oktober 1997 door de Raad van State uitgebrachte advies, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

**Artikel 1.** In dit besluit dient men te verstaan onder :

1° het decreet : het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° de werkgroepen : de werkgroepen die in het leven werden geroepen overeenkomstig de artikelen 16, § 2, 25, § 2, 35, § 2 en 62, § 1, van het decreet;

3° de centrale commissies : de centrale begeleidingscommissies opgericht overeenkomstig artikel 61, § 1 van het decreet, te weten de centrale begeleidingscommissie voor het basisonderwijs en de centrale begeleidingscommissie voor het secundair onderwijs;

4° de gemeenschappelijke commissie : de gemeenschappelijke begeleidingscommissie opgericht overeenkomstig artikel 61, § 2 van het decreet;

5° de begeleidingscommissies : de centrale begeleidingscommissies en de gemeenschappelijke commissie;

6° de Minister van Onderwijs : de Minister bevoegd voor de in artikel 1 van het decreet bedoelde materies.

**Art. 2.** Acht werkgroepen worden bij toepassing van artikel 16, § 2 van het decreet ingesteld :

1° de groep Frans;

2° de groep wiskundige opleiding;

3° de groep opwekken-wetenschappelijke initiatie;

4° de groep opwekken-geschiedkundige en aardrijkskundige opleiding omvattende de opleiding tot het sociaal en economisch leven;

5° de groep moderne talen;

6° de groep lichamelijke opvoeding;

7° de groep kunstopvoeding;

8° de groep opvoeding door de technologie.

De groepen "Frans", "wiskundige opleiding", "opwekken-wetenschappelijke initiatie", "opwekken-geschiedkundige en aardrijkskundige opleiding omvattende de opleiding tot het sociaal en economisch leven" worden in niveaugroepen opgesplitst overeenkomstig artikel 62, § 1, lid 2, van het decreet. De afgevaardigde van het Algemeen Bestuur zetelt tegelijk in de groep en in de niveaugroepen.

**Art. 3.** Tien werkgroepen worden ingesteld ter uitvoering van artikel 25, § 2 van het decreet :

1° de groep "Frans";

2° de groep wiskundige;

3° de groep wetenschap;

4° de groep geschiedenis;

5° de groep aardrijkskunde;

6° de groep moderne talen;

7° de groep Grieks-Latijn;

8° de groep economische wetenschappen en sociale wetenschappen;

9° de groep technologie;

10° de groep kunstopvoeding.

**Art. 4.** Vijf werkgroepen worden ingesteld ter uitvoering van artikel 35, § 2 van het decreet :

1° de groep Frans;

2° de groep wiskundige;

3° de groep wetenschappen;

4° de groep geschiedenis-aardrijkskunde-humane wetenschappen;

5° de groep moderne talen.

**Art. 5.** Een werkgroep wordt ingesteld ter uitvoering van de artikelen 25, § 2, en 35, § 2, van het decreet : de groep lichamelijke opvoeding.

**Art. 6.** Het lid van een werkgroep dat een lid vervangt dat een einde moet maken aan zijn ambt, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 7.** Wanneer de leden de werkvergaderingen bijwonen, worden zij geacht in actieve dienst te zijn voor zover dit begrip op hen van toepassing is.

De leden van de werkgroepen en de deskundigen genieten de terugbetaling van hun verblijfs- en vervoerkosten onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van rang 12 van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

**Art. 8.** Elke werkgroep stelt zijn voorzitter en ondervoorzitter aan. Het lid van een werkgroep dat de voorzitter of ondervoorzitter vervangt die ertoe gedwongen wordt zijn ambt neer te leggen, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 9.** Voor het secretariaatswerk van de werkgroepen zorgen personeelsleden van het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of de opdrachthouders bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Gemeenschapsregering d.d. 29 oktober 1997 betreffende de inrichting en de werking van de begeleidingscommissies opgericht krachtens het decreet d.d. 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

**Art. 10.** De oproepingsbrieven worden aan de leden vijf werkdagen vóór de datum van de vergadering gericht. Ze vermelden de agenda.

De werkgroepen beraadslagen geldig wat het aantal aanwezige leden ook moge wezen.

Afschrift van de oproepingsbrieven wordt aan de Minister van Onderwijs gericht.

**Art. 11.** De Minister van Onderwijs mag een lid van zijn Cabinet afvaardigen naar elke vergadering waar dit lid met raadplegende stem zetelt.

**Art. 12.** De notulen van de vergaderingen worden aan de Minister van Onderwijs, aan de leden van de betrokken werkgroepen en aan de leden van het bureau van de gemeenschappelijke Commissie gestuurd.

**Art. 13.** De werkgroepen mogen een huishoudelijk reglement opstellen dat aan de Minister van Onderwijs moet ter goedkeuring worden voorgelegd.

**Art. 14.** De werkgroepen zenden hun voorstellen aan de betrokken begeleidingscommissie over die ze, volgens het geval, aan de algemene Raad voor het basisonderwijs of aan de Algemene Raad voor overleg van het secundair onderwijs mededeelt.

**Art. 15.** De vergaderingen van de werkgroepen hebben plaats in de lokalen van het Bestuur of in om het even welk ander lokaal voor zover diensten van de Franse Gemeenschap er ondergebracht worden.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 17.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 oktober 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster belast met Onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 2637

[S - C - 97/31453]

**29 FEVRIER 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française approuvant le Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 163 et 166 de la Constitution coordonnée du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'Autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la province de Brabant vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement subventionné tel que modifié par le décret du 10 avril 1995 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement et plus particulièrement son chapitre XII;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrête du 14 septembre 1995 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du 4 juillet 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Considérant que la Commission paritaire locale de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française a adopté, en date du 10 novembre 1995 son règlement d'ordre intérieur, lequel doit être approuvé par le pouvoir organisateur pour avoir force obligatoire,

Arrête :

**Article unique.** Le règle d'ordre intérieur adopté par la Commission paritaire locale, en sa séance du 10 novembre 1995, repris en annexe, est approuvé.

Bruxelles, le 29 février 1997.

Par le Collège :

H. HASQUIN,  
Président du Collège.

E. TOMAS,  
Membre du Collège chargé de l'Enseignement.